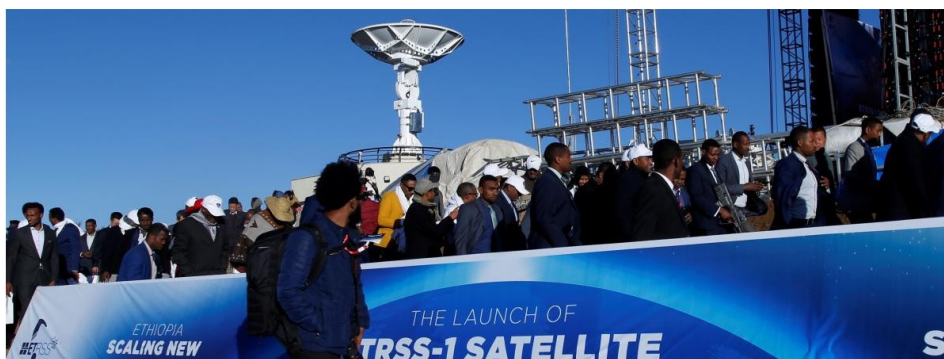


AFRICA : 25 DECEMBRE 2019 : [Grâce à la Chine, l’Ethiopie a lancé son premier satellite / Lamuka a appelé à « faire la guerre au Rwanda » pour résoudre le problème de l’insécurité dans l’Est de la RDC / Ghana's 'Year Of Return' Encourages Black Americans To Return To Their Motherland]



IMAGES : digitalcongo.net / MINASSE WONDIMU HAILU - ANADOLU AGENCY / Natalija Gormalova/AFP/Getty Images

1/ Grâce à la Chine, l’Ethiopie a lancé son premier satellite

Addis-Abeba rentre dans le cercle fermé des nations spatiales, devenant ainsi la onzième pour l’Afrique. Selon Space in Africa, société nigériane qui suit les programmes spatiaux africains, 2019 aura été une année faste pour la recherche spatiale du continent. Neuf satellites appartenant à des nations africaines ont été lancés et l’Ethiopie est le onzième Etat de ce continent à mettre son drapeau en orbite. Le précédent record remontait à 2017 avec sept satellites.

2/ L’actuel coordonnateur de la plateforme d’opposition Lamuka a appelé lundi 23 décembre à « faire la guerre au Rwanda » pour résoudre le problème de l’insécurité dans l’Est de la RDC. Une déclaration qui suscite des clivages au sein de l’opinion mais surtout dans Lamuka.

3/ Ghana's 'Year Of Return' Encourages Black Americans To Return To Their Motherland.

The first enslaved Africans were brought to British colonial North America 400 years ago, setting in motion the transatlantic slave trade. To commemorate this anniversary, the president of Ghana has been welcoming descendants of those enslaved back to the West African nation to reconnect with their roots and invest in the country.

BURUNDI :

Burundi : Dernier vœux du chef d'état Nkurunziza à l'armée

<http://burundi-agnews.org/presidence/burundi-dernier-vœux-du-chef-detat-nkurunziza-a-larmee/>

PRESIDENCE, DEFENSE – Dernière participation à l'échange de vœux annuel de S.E. NKURUNZIZA Pierre, Chef d'état du Burundi, avec l'armée burundaise.

GITEGA (Capitale, Camp militaire Ntare Rugamba), Vendredi 20 décembre 2019 – Dans le cadre de la Politique Etrangère, de Défense des Burundi, lors du discours cérémonial d'échanges de vœux annuels avec les Corps de Défense burundaises, S.E. NKURUNZIZA Pierre, le très populaire président africain du Burundi [<http://burundi-agnews.org/inaugurations/> ; <http://burundi-agnews.org/tdc/>], accompagné de son épouse Mme BUCUMI Denise, Première Dame du Burundi, devant un panel composé de tous les hauts dignitaires du pays et de leurs épouses, a rappelé qu'il s'agissait de son dernier échange de vœux annuel avec l'armée burundaise, soit la fameuse Force de Défense Nationale du Burundi (FDNB).

En effet, l'année prochaine en 2020 le Burundi aura un nouveau chef d'état.

Après avoir évoqué la belle page historique de l'ancêtre patriote Feu NTARE RUSHATSI, représentant de la dernière Alliance Dynastique des BAGANWA Burundi, comme modèle de patriotisme, S.E. NKURUNZIZA a insisté, en disant : “ Ce jour est un jour spécial pour moi. C'est la dernière fête d'échange de vœux à la quelle je participe. C'est pour moi un grand honneur et un plaisir immense de conclure positivement un parcours comme celui que nous avons fait ensemble... Je vous demande de réserver le même respect, la même enthousiasme et la même perspicacité dans le travail à celui qui va me succéder“.

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Samedi 21 Décembre 2019 / Photo : NTARE RUSHATSI HOUSE

Burundi : 24 décembre 1969 – 500 Burundi abattus par le Dictateur Micombero

<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-24-decembre-1969-500-barundi-abattus-par-le-dictateur-micombero/>

GLOBALISATION, DIASPORA, HISTOIRE, JUSTICE, GENOCIDE, REGICIDE, SOCIETE CIVILE – Mercredi 24 décembre 1969, veille de Noël, 500 Burundi étaient abattus par le REGIME SANGUINAIRE DE MICOMBERO.

BRUXELLES (BELGIQUE), Mardi 24 Décembre 2019 – Dans le cadre des Politiques Etrangère, Globale, Diasporique, et Intérieure, Sécuritaire, Historique, Judiciaire, de la Société Civile des Burundi, le Collectif Septembre Décembre '69 (CSD'69) vient de sortir un Communiqué, ou une sorte de réflexion, en mémoire des 500 Burundi exécutés le mercredi 24 décembre 1969, à la veille du Noël chrétien, par le REGIME MICOMBERO ou DICTATURE MILITAIRE DES BAHIMA Burundais.

Ces victimes Burundi , arrêtées dès septembre 1969 au Burundi, avaient été accusées à tort d'avoir préparé un “Coup d'Etat militaire contre le Régime Micombero”.

Voici de communiqué du CSD'69 : <http://burundicollectif69.blogspot.com/> ou http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2019/12/bdi_burundi_CollectifSeptembreDecembre69_2019.pdf

Et une liste peu exhaustive de certaines de ces victimes :

BAZAYUWUNDI Mathias,(matricule S0034, camp Ngozi); BAMBASI (Militaire); BAHUYIKI Emmanuel (Adjudants ou candidats officiers); BITARIHO Ferdinand, Directeur Général de la Bralima; BANDYAMBONA Jean-Chrysostome; BUZIRUKANYO François; BACAKUYABO Joseph; BABONANGENDA Gaspard; BAGWAGURE Gabriel; CIMPAYE Joseph *(Il est mort en prison en avril-mai 1972); GAHUNGU Marc (Abbé, Économiste Général du Diocèse de Ngozi) ; HENEHENE Cyprien, ancien ministre de la Santé (qui aurait succombé au cours de l'interrogatoire) ; KABURA André, ministre de l'économie (ingénieur civil); KABURA Jean; KANYARUGURU Barnabé , ministre du plan et des travaux publics; KAROLERO Charles, (matricule S0003, G4), Major, membre de l'Etat-major général (Ce familier à Feu M. Emile BENYUJE, exécuté en 1965, aurait été enterré vivant) ;

KATARIHO Nicodème, (matricule S00033); MBANJE Jean-Baptiste (Militaire); NAHIMANA Joseph (Médecin); NDAYAHUNDWA Anselme (inspecteur général des finances) *(Il est mort en prison en avril-mai 1972); NDORERAHO Balthazar (ministre des affaires sociales sous le Royaume Ingoma y'Uburundi); NGEZE Gabriel (Abbé) ; NICIMBIKIJE Grégoire, vice- ministre de l'économie; NIYONKURU Frédéric (Militaire); NTIRIRUNDERA Zacharie (Militaire); NTUKAMAZINA François; NTACONAYIKIZE Martin; NZOSABA (Militaire); NCAHORURI Léonard; NGENZIRABONA Samuel; NIYONGABO Léonidas; NZOBONIMPA Pie; NINTERETSE Isaac; NDIKUMANA Véron; NTIRYICA ; RURANIKA (Militaire); RURATUKANA Gaspard (matricule S0065, Capitaine); SAYUMWE Simon; SIMBIZI Mathias; SINGIRA Cyprien; TUNGISHAKA Jean Baptiste (Militaire); etc.

(Ceux qui souhaitent rajouter des noms E-mail: – collectif.septdec69burundi@gmail.com –)

En symbiose avec notre UBUNTU, ayons une pensée joyeuse pour eux.

Pour le CSD'69, le ” Pourquoi de ces arrestations et de ces exécutions de 1969 au Burundi ” est le fait que cet évènement était une des étapes du projet macabre occidental de REGICIDE contre le Burundi ou de destruction de l' – Etat – des Barundi (Projet néocolonial).

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Mardi 24 Décembre 2019 / Photo : Collectif Septembre Décembre '69 (CSD'69

Burundi / Génocide : La CVR exhume des corps de fosses communes à Kamenge
<http://burundi-agnews.org/1993/burundi-genocide-la-cvr-exhume-des-corps-sortis-de-fosses-communes-a-kamenge/>

GÉNOCIDE, JUSTICE – La Commission Vérité Réconciliation (CVR) a procédé à l'exhumation de corps trouvés dans des fosses commune à l'ex-marché de Kamenge.

BUJUMBURA, zone Kamenge, Lundi 16 décembre 2019 – La Commission Vérité Réconciliation (CVR) a procède à l'exhumation des restes humains trouvés dans des fosses communes datant de 1993-1996 à l'ex-marché de Kamenge.

Le Burundi a vécu un des plus grands crimes de l'Histoire du 20ème siècle : le Génocide Régicide commis par les régimes Hima burundais (Micombero, Bagaza, Buyoya) <http://burundi-agnews.org/hima/>.

Entre 1965-66 à 2005, sur une population aujourd'hui de 9 Millions d'âmes, le Génocide Régicide du Burundi a fait plus de 4,5 Millions de victimes Burundi
<http://burundi-agnews.org/genocide.htm> ; <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> ; http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm

La CVR est une des structures d'aide à la résilience des victimes Burundi de ce Génocide. Les fosses communes étaient un des modus operandi des régimes criminels et génocidaires Hima burundais.

Aidés et couverts jusqu'à nos jours par la Belgique, la France, et les USA d'Obama, le mercredi 13 mai 2015, les enfants de ces régimes criminels Hima burundais ont tenté à leur tour un coup d'état militaire qui, heureusement pour les Burundi, a échoué...

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Mercredi 18 décembre 2019 / Photo : Mairie de Bujumbura / Urumuri News / EjoHeza News /

Burundi : Le fugitif ancien dictateur BUYOYA à Paris sur AFRIQUE 24

<http://burundi-agnews.org/daily-africa-news/burundi-le-fugitif-ancien-dictateur-buyoya-a-paris-sur-afrique-24/>

GEOPOLITIQUE, GRANDS LACS AFRICAINS, GLOBALISATION, SECURITE, JUSTICE – L'ancien dictateur HIMA burundais BUYOYA Pierre, sous mandat d'arrêt international, s'exprime tranquillement sur AFRIQUE 24.

PARIS (FRANCE), Vendredi 6 Décembre 2019 – Dans le cadre des Politiques Etrangère, Globale et Intérieure, Juridique et Sécuritaire des Burundi, l'ancien Dictateur HIMA Burundais M. BUYOYA Pierre [<http://burundi-agnews.org/hima/>], pourtant frappé par un mandat international en bonne et due forme d'Interpol [<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-lunion-africaine-doit-cooperer-mandat-contre-buyoya/>], s'est exprimé tranquillement sur AFRIQUE 24, une chaîne de télévision des réseaux de la FrancAfrique.

Le dictateur BUYOYA est recherché par la justice burundaise pour avoir été le commanditaire de l'assassinat de Feu le Président NDADAYE Melchior en 1993.

Cet acte a conduit le Burundi vers une guerre civile qui a duré 10 ans [<http://burundi-agnews.org/histoire-la-guerre-civile-du-burundi-1993-2003/>].

Le Burundi a connu entre 1965-66 à 2005 une des dictatures les plus sanglantes et féroces du 20ème siècle. La Dictature militaire des régimes HIMA burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya) a fait plus de 4,5 Millions de victimes Burundi – le Fameux Génocide Régicide du Burundi – : <http://burundi-agnews.org/genocide.htm> ; <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> ; http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm.

L'ancien dictateur BUYOYA, au micro du journaliste qui ne semblait pas connaître son invité, ne comprenait pas pourquoi la justice burundaise s'en prenait à lui après 26 ans de tranquillité [https://www.youtube.com/watch?v=K_xLQrnp_II ; <https://www.youtube.com/watch?v=xwCjiSYaHNM> ; <https://www.youtube.com/watch?v=Vd1LAjZh6j0>]

Pourtant lui et les Burundi savent qu'il a récidivé [<http://burundi-agnews.org/?s=BUYOYA>] ! Le dictateur BUYOYA est soupçonné d'être à la base de la dernière tentative de coup d'état militaire raté en mai 2015 au Burundi. Plusieurs de ses anciens officiers ont été arrêtés en 2015 et d'autres ont fui au Rwanda. Il demeure un acteur dangereux pour la sécurité des Burundi et du Burundi, à

cause de sa proximité avec les réseaux des anciens colons Français et Belges [<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-le-rwanda-et-buyoya-comptent-annexer-le-sud-kivu-rdc/>].

Connu pour être l'Homme de la France, l'ancien dictateur HIMA burundais est actuellement protégé par le réseau de la FRANCAFRIQUE pour qui il est en mission de l'Union Africaine au Mali.

Pour récapituler pour ceux qui ne connaissent pas l'ancien Dictateur HIMA burundais BUYOYA Pierre et qui souhaiteraient comprendre pourquoi les Burundi le détestent et qu'il le sait :

Ntega Marangara (Entre 5.000, 25.000 et 100.000 victimes Burundi, selon les sources) : <http://burundi-agnews.org/genocide.htm>

La mort de Feu NDADAYE Melchior, Jeudi 21 octobre 1993 : <http://www.france-rwanda.info/2014/11/burundi-les-assassins-de-ndadaye-melchior-echappent-encore-a-la-justice.html> – Source le livre : « Burundi – Histoire d'un Coup d'Etat Sanglant – Dix ans après c'était le jeudi 21 octobre 1993 », M. Jean-Marie SINDAYIGAYA, 2003

La Guerre Civile du Burundi d'octobre 1993 à 2003 (3,2 Millions de Victimes Burundi – Réfugiés, Internés dans les Camps de Concentration, Morts) : <https://burundi-agnews.org/histoire-la-guerre-civile-du-burundi-1993-2003/>

Les camps de concentration du Burundi de 1996 à 2001 (1,5 Millions de Victimes Burundi) : <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm>

Le coup d'état militaire raté du mercredi 13 mai 2015 (200.000 Victimes Burundi – Réfugiés, et quelques centaines de morts) : <https://burundi-agnews.org/revolution-de-couleur/> et <https://burundi-agnews.org/guerre-humanitaire/>

Dans son interview à Afrique 24, il répète honnêtement que le Peuple burundais ne l'appellera jamais pour un mandat. Voilà pourquoi la justice burundaise le recherche ...

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Dimanche 8 décembre 2019

TANZANIE :

Gold, coffee and tea boost Tanzania's exports value

<https://www.theeastafrican.co.ke/business/Gold-coffee-and-tea-boost-Tanzania-exports-value/2560-5395564-ftbnn0/index.html>

Monday December 23 2019 / By DOROTHY NDALU

An increase in the value of gold, coffee and tea as well as the number of tourist arrivals has enhanced the value of Tanzania's exports by 10.3 per cent to \$9.472 billion in the year ending October 2019, according to Bank of Tanzania Monthly Economic Review for November.

The value of non-traditional goods exports rose to \$4.189 billion during the period under review, from \$3.048 billion in the corresponding period in 2018.

The Central Bank said that compared with the year ending September, all major categories of non-traditional goods exports recorded growth except re-exports and fish products.

During the same period, the value of gold, which accounted for 50.4 per cent of non-traditional goods exports and 39.3 per cent of all goods exports grew by 48.3 per cent to \$2.087 billion, on account of a rise in volume, partly related to government measures to strengthen supervision of mining activities in the country.

The value of manufactured goods exports rose by 41 per cent to \$1.068 billion, driven by iron and steel products, glass and glassware, manufactured tobacco plus fertilisers. Conversely, the value of traditional goods exports declined by 40.5 per cent to \$688.7 million in the year ending October 2019, with all traditional goods exports recording a decline save for coffee and tea, the review notes.

The increase in export values for coffee and tea was largely on account of higher volumes following favourable weather during the crop season.

Tanzania Railways Corporation told to embrace the private sector

<https://www.thecitizen.co.tz/news/business/1840414-5397914-3v56u3/index.html>

Wednesday December 25 2019

Dar es Salaam. The government has directed Tanzania Railways Corporation (TRC) to involve the private sector and transporters in the .

Tanzania secures \$272 mln African Development Bank loan ...

<https://www.reuters.com/article/tanzania-airport/tanzania-secures-272-mln-african-development-bank-loan-for-new-airport-idUSL8N28U16Y>

Reuters-20 Dec 2019

NAIROBI, Dec 20 (Reuters) - Tanzania has secured a \$272 million loan from the African Development Bank (AfDB) to build a new international airport

7000 Tons of Tanzanian Corn Heading to Zimbabwe

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-12-17/tazara-to-ship-7-000-tons-of-tanzanian-corn-to-zimbabwe>

Bloomberg Australia-NZ-16 Dec 2019

The Tanzania-Zambia Railway Authority is to transport 7,000 tons of corn from Tanzania to Zimbabwe as the southern African nation

RWANDA :

Rwanda accuses a pastor's daughter of treason and espionage. Her family says the charges are fabricated

<https://edition.cnn.com/2019/12/24/africa/rwanda-pastor-daughter-treason-charges/index.html>

NN International-24 Dec 2019

(CNN) Jackie Umuhoza was coming out of a beauty salon in Kigali, the capital of Rwanda, in late November when she was grabbed by five

2019 and Rwanda's \$2 Billion Deals

<https://www.ktpress.rw/2019/12/2019-and-rwandas-2-billion-deals/>

by Dan Ngabonziza December 24, 2019

When the Emir of Qatar Sheikh Tamim bin Hamad al-Thani arrived in Rwanda to unveil the anti-corruption sculpture along his host President Paul Kagame at Kigali Convention Centre (KCC) on December 9, everyone's focus was on this historic event happening in Rwanda.

The day was long, as celebrations filled the winners of the 4th International Anti-Corruption Excellence Award that were announced shortly after President Paul Kagame and the Emir of Qatar unveiled the anti-corruption sculpture.

But little was known that, later after the event, a historic signing was in the making. This is the day Rwanda and Qatar Airways sealed an investment deal for Rwanda's new international airport in Bugesera district, Eastern Province.

Under the deal signed, Qatar Airways – the state-owned flag carrier of Qatar, agreed to take a 60% stake in the project, which as a whole is valued at around \$1.3 billion.

This is perhaps the biggest project Rwanda is executing. According to terms of the agreement, the new investment deal between Qatar and Rwanda to build the airport has three agreements including; to build, own, and operate the state-of-the-art facility.

Addressing journalists shortly after signing the deal, Infrastructure Minister Claver Gatete said that the new airport “is being redesigned to accommodate seven million passengers per year” during its first phase – which is set to be completed and operational by 2022.

This signing has been the talk of the day – and would probably go on and on.

As 2019 nears its end, KT Press helps you make a recap on some other bigger signings worth over \$700 million prior to the international airport deal. These include grants, credit agreement and financing agreements.

Jan 16, 2019: Rwanda secures Rwf116 Billion additional funding from AfDB to support Water Supply and Sanitation programs

Rwanda's deals started as early as two weeks into the new year. Just two weeks into the New Year, Rwanda government and the African Development Bank (AfDB), on January 16, signed a loan agreement worth 115 million Euros (approximately Rwf116 Billion) additional funding for the sustainable water supply and sanitation program.

The initial funding was worth 146.9 million Euros, taking the entire funding to this program to 261.9 million Euros, with an objective to ensure equitable provision of adequate, reliable and sustainable water and sanitation services for targeted cities.

Officials touring Nzove water treatment plant

This signing came a week before President Paul Kagame who was on a visit to Japan from January 7-8, joined Prime Minister Shinzo Abe to witness the signing of a bilateral agreement on Nzove-Ntora Water Transmission.

The Nzove-Ntora Water Principal Pipeline in Rwanda's capital Kigali will be constructed through a 3,191,000,000 Japanese Yen (\$29,450,324.18) grant by Japan.

March 06, 2019: Rwanda secures Rwf19 billion from BADEA to increase electricity supply in Nyamagabe and Nyaruguru Districts

Rwanda's quest to rollout electricity for all was boosted by the signing between the government and the Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA), on the sidelines of the first 2019 BADEA Board of Directors Meeting in Kigali, a concessional loan agreement worth \$20 million (Approximately Rwf19 Billion) to finance rural electrification project in Nyamagabe and Nyaruguru Districts.

The project envisages supply and construction of distribution networks and meters and service cables to connect houses, commercial and public centers in Nyaruguru and Nyamagabe Districts, according to Ministry of Finance and Economic Planning – the caretaker of government finances.

May 16, 2019: Rwanda, World Bank Sign \$60 million Agreement to Support Refugees and Host Communities

June was yet another good month for refugees and their host communities when Rwanda and the World Bank signed a \$60 million financing agreement (approximately Rwf54 Billion), of which \$25 Million is a grant and \$35 Million is an International Development Association (IDA) Credit which will be paid on 0.75% interest rate in 38 years including a grace period of 6 years to improve access to basic services and economic opportunities for refugees and host communities, and support environmental management, in the six districts in Rwanda that host refugee camps.

Rwanda and World Bank sign US\$ 71 Million grant to support Agriculture Transformation

On this same day, the government of Rwanda and World Bank signed an additional financing agreement worth \$ 71 million (approximately Rwf 64 billion) for the Transformation of Agriculture Sector Program.

June 28, 2019: Rwanda Receives Rwf31.5 billion financing for Research and Institutional Advancement

As part of increasing the number of PhD holders and boost research across institutions of higher learning in the country, Rwanda government, Sweden and University of Rwanda signed SEK 330 million (approximately Rwf 31.5 billion) to boost research and use of scientific knowledge.

Under the “University of Rwanda – Sweden Programme for Research, Higher Education and Institutional Advancement”, the grant has been and will support production and use of scientific knowledge of international quality that contributes to Rwanda’s development and enable poor people to improve their quality of life through research carried out at the University.

June 18, 2019: Rwanda and China sign \$42.8 million grant support

The Government of Rwanda and the People’s Republic of China signed a grant agreement worth 42.8 million (approximately Rwf38 billion) that will among others, finance the expansion and rehabilitation of 10km Prince house- Giporoso- Masaka road.

According to terms of the grant agreement, both Governments will engage further in consultations to explore other projects for financing.

The expansion and rehabilitation Prince House-Giporoso-Nyandungu-Masaka will see the road transformed from a two-way two-lane to a two way- four-lane road – a move that will significantly decongest traffic along the road, according to City of Kigali officials.

The biggest part of Rwanda’s budget goes into infrastructure projects. According to the 2019/2020’s Rwf2.8 trillion budget, Infrastructure leads the country’s list of top six expenditure priorities – with a colossal Rwf551, 1 billion (\$600 million).

June 18, 2019: Rwanda receives €9.3 million support for the Justice sector

Rwanda’s Judiciary which was recently applauded by President Paul Kagame for having undergone key reforms over the last 15 years, was boosted in June this year. The Government and the Embassy of the Kingdom of the Netherlands signed a financing agreement worth €9.3 million (approximately Rwf9.2 billion) grant to support the sector.

According to the agreement, €5.4 million of the grant will support the Supreme Court and National Public Prosecution Authority to improve specialized legal knowledge and skills for judges and prosecutors and reduce backlog cases in courts.

It will also provide for adequate and easily accessible legal information to judges and prosecutors to help them while analyzing and deciding on cases.

The agreement also included support to the Genocide Fugitive Tracking Unit to support their ongoing work.

Rwanda Correctional Services received €3.9 million which will be used to build 10 vocational training centers in 5 prisons and provide opportunities to prisoners to gain vocational skills and a diploma.

June 12, 2019: Electricity Access Scale up receives Frw 20.3 billion financing boost

As part of scaling up Electricity Access Program (SEAP), Rwanda and the African Development Bank (AfDB) signed an additional financing agreement worth \$22.9 million (Approximately Rwf20.3 billion).

The concessional loan brings the total financing to this project by AfDB to \$270 million which is the largest operation made by the Bank in Rwanda.

August 1, 2018: Rwanda, World Bank Sign \$200 Million to support Human Capital Development

Rwanda and the World Bank signed \$200 million (Approximately Rwf180 billion) credit financing agreement to support Rwanda's quality basic education for the human capital development project.

The main objective of the project is to improve teacher competency and student retention and learning.

The project consists of three main components which include: Enhancing teacher effectiveness for improved student learning; Through improving teachers' English language proficiency and digital skills, support professional development of math and science teachers in upper primary through lower secondary schools; Reducing overcrowding and distance to schools; as well as financing the construction of 11,000 furnished classrooms and approximately 14,680 latrines, which is 50 percent of the required school infrastructure. The project will also strengthen institutional capacity to support teaching and learning.

August 16, 2019: Rwanda, Japan sign \$ 90 million Financing agreement to improve Nutrition

In order to cut down biting numbers of stunting among Children, the governments of Rwanda and Japan signed a concessional loan agreement worth \$ 90 million (approximately Rwf82 billion) to assist Rwanda's effort to tackle malnutrition in Rwanda.

The support will be channeled through Japan's Sector Policy Loan for Nutrition Improvement through Agricultural Transformation.

September 2, 2019: \$125 million credit agreement

Rwanda and the World Bank signed a \$125 million (approximately Rwf112 billion) credit agreement to enable expansion of electricity services in the country.

The new Rwanda Energy Development Policy Operation (DPO) is the third and last of a \$375 million programmatic series, the first of which was approved in December 2017.

Meanwhile, it remains to be seen if Rwanda will sign more deals before December 31, 2019.

RDC CONGO :

Lamuka : les premières fissures après les propos de Muzito contre le Rwanda
<https://www.digitalcongo.net/article/5e0331676412880004075e49/>

Kinshasa 25-12-2019 / Politique - L'actuel coordonnateur de la plateforme d'opposition Lamuka a appelé lundi 23 décembre à « faire la guerre au Rwanda » pour résoudre le problème de l'insécurité dans l'Est de la RDC. Une déclaration qui suscite des clivages au sein de l'opinion mais surtout dans Lamuka.

Depuis un temps, le caractère réservé de Jean-Pierre Bemba et de Moïse Katumbi disait déjà long sur la marche de la coalition d'opposition. Mais ce qui a davantage renforcé le clivage, c'est la sortie médiatique faite hier, par l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito, actuel coordonnateur de Lamuka.

Pour sa première conférence de presse depuis qu'il a pris la suite de Jean-Pierre Bemba à la tête du présidium de Lamuka, le 2 décembre, Adolphe Muzito s'est fendu d'une déclaration qui l'a placé au cœur de la polémique, occultant même la bouillonnante affaire de 6 millions de dollars des festivités de l'an 1 de l'alternance politique en RDC.

Pour Muzito, « il faut faire la guerre au Rwanda pour rétablir la paix dans la région. Ce pays influe sur la politique congolaise. L'Ouganda aussi. Nous ne pouvons faire la paix qu'en menaçant le Rwanda, en occupant son territoire si possible. Ce n'est pas un objectif en soi, c'est une posture si rien ne change », a déclaré Muzito. Ce qui a suscité une vive polémique dans le chef des Congolais. Mais pas seulement.

Les deux autres leaders de Lamuka, à savoir Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi se sont vite désolidarisés de ces propos. Dans un communiqué qu'ils ont cosigné le même lundi, les deux leaders se sont « énergiquement » désolidarisés de ces déclarations. « Tout en se désolidarisant énergiquement de ces propos, on ne peut plus gravissimes, nous tenons à rappeler qu'au regard du droit international et des accords bilatéraux avec ce pays voisin, une telle démarche ne peut en aucun cas recevoir l'approbation des forces vives locales ni de la communauté internationale », ont-ils déclaré.

Dido Nsapu

Kabila à ses troupes : préserver l'alliance Fcc-Cach est impératif, car il y va de l'intérêt du pays »
<https://www.digitalcongo.net/article/5e020dd96e14020004af2bd1/>

Kinshasa 24-12-2019 Politique - C'est l'une des recommandations issues de la retraite du Front commun pour le Congo. Le coordonnateur de cette structure, Néhémie Mwilanya, l'a présentée à Joseph Kabila.

Comme annoncé, les membres et cadres du Front commun pour le Congo (Fcc) se sont réunis le lundi, 23 décembre 2019 à Kingakati autour de leur autorité morale, Joseph Kabila pour faire la restitution des résolutions et recommandations de la dernière retraite de cette plateforme politique tenue à Mbuela Lodge dans la province du Kongo Central.

Au cours de ses échanges, l'autorité morale du Fcc a appelé ses troupes à consolider la coalition au pouvoir Fcc-Cach.

C'est l'une des recommandations issues de la retraite du Front commun pour le Congo. Le coordonnateur de cette structure, Néhémie Mwilanya, l'a présentée à Joseph Kabila.

Dans son speech, devant ses poulains, le sénateur à vie a salué l'harmonie et la discipline qui règnent au sein de sa plateforme politique.

Parlant du futur de la coalition, l'ancien président de la République a indiqué qu'il faut un soutien sans faille à l'alliance avec le camp Fatshi, « préserver l'alliance Fcc-Cach est un impératif, car il va de l'intérêt du pays », a-t-il martelé.

Il a en outre réaffirmé sans ambages la nécessité de garder cette coalition et de la soutenir.

En outre, dans son rapport, le Fcc fait savoir qu'en cas de dérapage, il est prévu des sanctions à l'endroit des futurs mandataires issus de ses rangs.

Cette demande du Fcc intervient au moment où les nouvelles mises en place dans les entreprises de l'Etat sont attendues.

Par ailleurs, à part cette recommandation, le Fcc s'est aussi engagé à apporter un soutien total à la coalition gouvernementale et aux institutions issues de l'alternance pacifique pour leur bon fonctionnement.

Au gouvernement il leur a été demandé de garantir la rétrocession aux provinces, dans le délai imparti et de vulgariser le code minier.

A la presse, le coordonnateur du Fcc, a précisé que ceux qui voient leur personne, ça c'est leur responsabilité. Ceux qui pensent qu'ils peuvent utiliser la désinformation, la haine tribale, c'est l'heure de choix.

Nous nous sommes engagés dans une coalition et nous tenons à la respecter jusqu'à la fin.

Gisèle Tshijuka

Félix Tshisekedi pour un véritable rapprochement entre Kinshasa et Bruxelles

<https://www.digitalcongo.net/article/5e01f8886e14020004af2bcd/>

Kinshasa 24-12-2019 Politique - La Belgique est le seul pays européen qui connaît le mieux le Congo et elle est la porte d'entrée de la RDC en Occident.

Le Président Félix Tshisekedi s'inscrit pour le rechauffement de l'axe Kinshasa-Bruxelles. C'est l'une des idées fortes exprimées dans une interview accordée au magazine africain Jeune Afrique. Pour le Chef de l'Etat congolais, qui s'est dit très content de la visite qu'il a effectuée en Belgique au mois de septembre dernier, un véritable rapprochement entre ces deux nations nous permettra d'écrire une nouvelle page de notre histoire.

Félix Tshisekedi espère parvenir à redynamiser l'axe Kinshasa-Bruxelles. "J'ai rencontré en Belgique des gens formidables, qu'il s'agisse d'acteurs politiques ou économiques", a-t-il reconnu. La Belgique est le pays européen qui connaît le mieux le Congo et c'est la porte d'entrée de la RDC en Occident. Malheureusement, les Belges, aujourd'hui, ont un peu perdu de leur influence au Congo.

Félix Tshisekedi voit deux raisons à cela. D'abord compte tenu de leurs dissensions internes, parce qu'ils n'ont plus une politique nationale en matière d'affaires étrangères et se sont un peu repliés sur eux-mêmes. Ensuite parce qu'ils sont aujourd'hui dilués dans l'Union européenne et qu'ils s'inscrivent dans la diplomatie de cette dernière.

Le Chef de l'Etat congolais estime que de son côté la RDC doit faire des efforts étant donné que l'image que les Congolais ont donné de leur pays pendant des décennies n'est pas attrayante.

St Théodore Ngangu Ilenda

CEEAC : les pays membres signent à Libreville la charte révisée
<https://www.digitalcongo.net/article/5dfb6c1a608a99000407d2b6/>

Kinshasa 19-12-2019 Politique - Réunis dans le cadre d'un Sommet extraordinaire de la CEEAC, les chefs d'Etat et de gouvernement ont signé mercredi à Libreville, au Gabon, la charte révisée de cette organisation sous-régionale.

Les 11 chefs d'Etat et de gouvernement, parmi lesquels le Congolais Félix Tshisekedi, ont signé mercredi 18 décembre 2019 à Libreville, au Gabon, la charte révisée de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale. 36 ans après sa création, cette organisation sous-régionale n'a pas donné des résultats suffisants, notamment en matière d'intégration régionale.

Avec cette signature, conscient de cette faiblesse et face aux nouveaux défis, les signataires de la charte révisée de la CEEAC, ont décidé de donner une nouvelle impulsion à ce regroupement sous régional à travers une réforme institutionnelle et structurelle.

A Libreville comme ses pairs, le Président Félix Tshisekedi s'est engagé à œuvrer au sein d'une organisation dynamique et viable à l'instar d'autres blocs sous régionaux africains. A noter que parmi les innovations apportées figure la création d'une Commission de la CEEAC comme organe exécutif en lieu et place du secrétariat général.

C'est le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, qui en sa qualité de Président en exercice de la CEEAC, a prononcé le discours d'ouverture en présence de quatre chefs d'Etat notamment Félix Tshisekedi de la Rdc, Félix Archange Touadera RCA, Idriss Déby Itno Tchad et Evaristo Carvalho Sao Tome et Principe. Une occasion pour Ali Bongo, de féliciter les travaux réalisés par les experts. " Voilà 4 ans, sous mon autorité, nos ministres, nos experts et le Secrétaire général de la CEEAC s'appliquent d'arrache-pied, conformément aux instructions de la 16ème conférence, à élaborer les documents et textes fondamentaux de la réforme institutionnelle soumis ce jour à notre haute approbation et signature ", a déclaré le chef de l'Etat gabonais.

Et d'ajouter, « je tiens ici à renouveler mon ferme engagement pour la redynamisation de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale ». C'est un motif de fierté pour le Gabon d'abriter ces assises en accueillant 11 délégations africaines.

Et pour relever le défi sécuritaire, les chefs d'État ont convenu de créer la Copax, la commission de paix et sécurité de l'Afrique Centrale. Créée il y a 36 ans à Libreville, c'est dans la même ville que les dirigeants régionaux ont repensé la CEEAC.

Pour rappel, à sa création en 1983, l'objectif de la CEEAC était d'assurer le développement économique, social et culturel de l'Afrique centrale en lui donnant les structures nécessaires pour aboutir à un marché commun entre les 11 pays de la zone centrale africaine.

Il sied de préciser que, les Chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la CEEAC présents à ces travaux ont examiné et validé à l'unanimité les rapports des travaux des ministres et les cinq textes fondamentaux relatifs à la réforme institutionnelle de cet organe communautaire, notamment le projet de protocole du traité instituant la commission de la CEEAC, le projet du conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (COPAX), le projet de règlement financier, le projet du cadre organique et le projet du statut du personnel révisé de la communauté.

A long terme, l'Afrique centrale souhaite donc faire de la CEEAC un organisme d'intégration sous-régional aussi développé que la CEDEAO en Afrique de l'Ouest.

D'après une dépêche de la Présidence de la République de la RDC, les chefs d'Etat ont décidé de se retrouver au premier trimestre 2020 pour donner corps à leur réforme.

Gisèle Mbuyi

SOUTH AFRICA :

The US government issued a travel advisory to Americans visiting South Africa, citing risks of 'violent crime'

Read more at:

https://www.businessinsider.in/business/news/the-us-government-issued-a-travel-advisory-to-americans-visiting-south-africa-citing-risks-of-violent-crime/articleshow/72961546.cms?utm_source=contentofinterest&utm_medium=text&utm_campaign=cppst

Renault Triber MPV Exports Commence, South Africa First on the List

The Renault Triber was developed and produced in India and has already crossed 20,000 unit sales domestically.

<https://www.news18.com/news/auto/renault-triber-mpv-exports-commence-south-africa-first-on-the-list-2435193.html>

News18.com Updated: December 25, 2019, 4:53 PM IST

Renault has commenced exports of Renault Triber to South Africa. Since its launch, the Renault Triber has been a popular car in the B-segment. “With the launch of Renault Triber, Renault forayed in the largest and the fastest-growing segment of the Indian automobile market. Triber has already established itself as a breakthrough concept and has seen tremendous acceptance amongst a wide set of car buyers. With more than 20,000 Triber already sold in India, we are proud to commence the exports of the first batch of 600 Tribers to South Africa. We will continue this growth momentum and expand the exports of Tribers to other parts of Africa and the SAARC region, alongside growing the Triber family in India,” said Venkatram Mamillapalle, Country CEO and Managing Director, Renault India Operations.

The launch of the Triber has ensured that Renault is progressing despite the challenging macro-economic environment in India. The company registered a cumulative sales growth of 70 per cent in the last 2 months and is one of the few automotive brands to post positive sales growth this calendar year.

The Renault Triber is a modular vehicle which comfortably accommodates one to seven adults in less than four meters. It offers 625L boot space, the largest in its category, in the five-seater configuration. It also comes with a focus on safety, with four airbags. The Triber comes fitted with the new Energy engine: a 1.0-litre petrol engine, offering a balance between performance and fuel economy, with a low total cost of maintenance.

Get the best of News18 delivered to your inbox - subscribe to News18 Daybreak. Follow News18.com on Twitter, Instagram, Facebook, Telegram, TikTok and on YouTube, and stay in the know with what's happening in the world around you – in real time.

First Published: December 25, 2019, 10:53 AM IST | Edited by: Chhaviashika Singh

UGANDA :

Uganda to chair the Non-Aligned Movement

<https://www.monitor.co.ug/News/National/Ugandachair--NonAligned-Movement-Kemayah-Ayebare/688334-5397292-12vkav/index.html>

Tuesday December 24 2019

By FREDERIC MUSISI

KAMPALA- African envoys to the United Nations in New York have endorsed Uganda as the next chair of the Non-Aligned Movement (NAM) from 2022 to 2025.

NAM is a 120-member group covering 55 percent of the world's population, making it the second largest political gathering after the UN General Assembly where all the 193 UN member states have an equal voice.

Liberia's UN envoy, Mr Dee- Maxwell Kemayah, who doubles as chairman of the African Group on Monday wrote to Uganda's Permanent Representative to the United Nations, Ambassador Adonia Ayebare confirming that they had endorsed Uganda for the seat.

Ambassador Ayebare confirmed the development.

"Uganda looks forward to chair such a historical and influential movement in international affairs," he said.

Uganda will take over from whose tenure ends in 2022.

Two killed as UPDF soldiers clash with suspected Pokot warriors in Nakapiripirit

<https://www.monitor.co.ug/News/National/Two-killed-UPDF-soldiers-clash-with-suspected-Pokot-warriors/688334-5397786-rkaj53z/index.html>

Wednesday December 25 2019

By Steven Ariong

While other parts of the country and world were on Tuesday quietly ushering in Christmas, residents of Nakapiripirit District in Karamoja sub-region region had a sleepless night caused by heavy gunshots as UPDF forces engaged Pokot warriors from western Kenya.

The two hour gun battle that left two Pokot warriors dead and another injured started at about 7.20pm near Nakapiripirit District headquarters.

Nakapiripirit resident district Commissioner, Mr David Modo said about 16 warriors had raided a kraal in Nakapiripirit town council but the UPDF soldiers overpowered them.

"They had targeted animals but two were killed, two guns recovered while others managed to retreat and ran away," he said.

The UPDF 3rd division Spokesperson, Maj Telesphar Turyamumanya confirmed the incident and said on Wednesday morning that the army was alert to avert any criminal activities in the area.

"We don't want thieves to cut short people's happiness and celebrations mood during the festival season. We are determined, alert and vigilant to keep Karamoja peaceful," he said.

According to Maj Turyamumanya, the army got a tip from concerned residents who witnessed five armed warriors crossing the Uganda-Kenya border.

"When we got information, we laid an ambush very fast before we managed to put two of them out of action. Two guns were also recovered," he said.

This is the second clash between UPDF and warriors in less than two weeks.

On December 19, UPDF killed three suspected Matheniko warriors and captured one after laying an ambush in Kotido.

The warriors had raided 35 cows and they were driving them to Moroto through Kenya Uganda border.

The raids put to test the peace the region has enjoyed for close to ten years after the disarmament programme.

In 2013, government launched disarmament exercise in Karamoja and collected over 50,000 illegal guns from the hands of the Karimojong.

However, local leaders have raised red flag over what they believe is rearmament happening in the sub region.

KENYA :

Kenya: The Next Nation to Fall Into China's Debt-Trap Diplomacy?

<https://www.thetrumpet.com/21682-kenya-the-next-nation-to-fall-into-chinas-debt-trap-diplomacy>

By Jeremiah Jacques • December 25

Kenya launched freight operations on December 17 for a new extension on a multibillion-dollar, China-built railway line, which is funded on terms that could end up giving China control over some of Kenya's most important assets.

At the inauguration ceremony, Kenyan President Uhuru Kenyatta called the opening a “new chapter” in Kenya's development. “Today is another momentous day; a day when we add yet another brick in our quest to build a stronger foundation for our current and future prosperity.”

The new service runs from Kenya's capital, Nairobi, to the Naivasha Inland Container Depot and is part of the greater Standard Gauge Railway (sgr), connecting Nairobi to Mombasa, Kenya—the largest and most valuable port in East Africa. Mombasa is not just the gateway into Kenya, but also into its landlocked neighboring nations Burundi, the Democratic Republic of Congo, Rwanda, South Sudan and Uganda.

Since 2013, Kenya has accepted more than \$5 billion from China for sgr construction, making it the largest infrastructure project since the nation's independence. But in its first year of operation, the project reported losses equivalent to \$98 million, rendering Kenya's servicing of the loans unmanageable. Critics say that since shipping by truck remains a cheaper option for most freight, the sgr is unlikely to begin turning a profit.

Kenyan Auditor General Edward Ouko warned last November that the terms of sgr financing were written cryptically and designed to favor the China Exim Bank, which loaned Kenya Railways Corp. funds for the project. “[I]f Kenya Railways Corporation defaults in its obligations and China Exim Bank exercises power over the escrow account security,” Ouko's office wrote in a Nov. 16, 2018, audit report, “[t]he China Exim Bank would become a principle” over some Kenyan assets, including the Mombasa port. “The kpa [Kenya Ports Authority] assets are exposed since the authority signed the agreement where it has been referred to as a borrower under clause 17.5, and any proceeding against its assets by the lender would not be protected by sovereign immunity since the government waived the immunity on the Kenya Ports Assets by signing the agreement.”

Africa Stand noted that, in addition to the Mombasa port, Kenya could also be made to give China control of the Inland Container Depot in Nairobi. It wrote, “Implications of a takeover would be grave, including the thousands of port workers who would be forced to work under the Chinese lenders.”

Authorities in Nairobi and Beijing deny that a Chinese takeover of Mombasa port or other Kenyan infrastructure is imminent. But if China were to take control of assets it funded due to a failure of the receiving nation to repay loans, it would not be the first time.

An Alarming Precedent

In 2013, Chinese President Xi Jinping announced his plans to rebuild the Silk Road, an ancient network of trade routes that facilitated flow of goods, ideas and culture across Asia, the Middle

East, Africa and Europe. The revived version, called the “Belt and Road Initiative” (bri) aims to connect 60 percent of the global population to China with vast infrastructure projects.

Sri Lanka was among the most enthusiastic nations to welcome China’s quick cash to build bri-related infrastructure. It accepted billions of dollars in loans for such projects as the Magampura Mahinda Rajapaksa Port in Hambantota.

This port is at a key location for China’s maritime “road.” But for the Sri Lankan economy, the port was a massive flop. Rather than fueling growth, the port (and other Chinese-funded infrastructure projects, such as the “world’s emptiest airport” in Mattala) sunk Sri Lanka into crippling debt.

By 2016, a third of Sri Lanka’s government revenue went toward servicing Chinese loans, and the country was forced to accept debt relief from the International Monetary Fund. But the imf provided only short-term relief, and the Sri Lankan government soon acknowledged that the only course of action was to hand China a controlling stake in the Rajapaksa Port for a period of 99 years. The handover set off alarms in Sri Lanka and beyond because it represented a Chinese victory with potential military applications. Foreign Policy said the move “provided Beijing with a deepwater port in the region in which it can dock its navy, off the coast of its key regional competitor, India.”

Sri Lanka is often cited as the textbook case of China’s “debt-trap diplomacy.” But Djibouti, Fiji, the Maldives, Montenegro, Pakistan, Tonga and Zambia are all in similarly precarious positions, thanks largely to a lack of transparency in China’s bri loans. Experts fear that these nations may be compelled to hand certain assets over to Beijing. And now Kenya may be added to this growing list.

“China wants to avoid the impression that it is sinking its dragon claws into other countries,” said Lu Xiankun, senior research fellow at the Shanghai Center for Global Trade and Economic Governance, during a 2016 imd Discovery Event. But as bri further progresses, it is becoming clearer that for some nations, that is basically what is happening.

The ‘Times of the Gentiles’

Bible prophecy says that in the “end time,” just before the return of Jesus Christ, the world will enter an age called “the times of the Gentiles.” Jesus Christ prophesied about this era in Luke 21:24, saying, “Jerusalem shall be trodden down of the Gentiles, until the times of the Gentiles be fulfilled.”

In the July 2014 Trumpet issue, editor in chief Gerald Flurry wrote about this approaching epoch. “These ‘times of the Gentiles’ are yet to be fully realized,” but “we are in the outer edges of this catastrophic storm,” he wrote in “What Are the Times of the Gentiles?”

He explained that the term “Gentiles” refers to “non-Israelite peoples,” adding that the Israelite peoples constitute “a lot more than the little nation in the Middle East.” In end-time prophecy, “Israel” refers mostly to modern-day America and Britain. (For a thorough explanation, order a copy of our free book *The United States and Britain in Prophecy*, by Herbert W. Armstrong.)

Mr. Flurry continued: “Once you understand who Israel is, then you can understand how the Gentiles—the non-Israelite peoples—have started to take charge of the world right now.”

For decades, American and British supremacy has brought stability to much of the world. But in “the times of the Gentiles,” power is being transferred away from them and toward two non-Israelite powers primarily. “While there are many Gentile nations around today, when this prophecy is completely fulfilled there will be two major powers,” Mr. Flurry wrote. One of these will revolve around Germany, and the other around Russia and China.

China's BRI and related initiatives are shifting global power away from the Israelite nations and toward these other nations. The project's imbalanced loan terms for nations such as Kenya and Sri Lanka make the perils of the shift more evident.

Mr. Flurry explained that a primary reason for the global shift in power is "America's disappearing will." He wrote:

The big reason these powers are rising today traces back to the power vacuum created by America's weakness—and the disappearance of America's will. ... In recent years, America has demonstrated its lack of will to use its power in several international arenas. ... Recognizing that weakness, China is asserting its power

China's actions prove that Gentiles are rising to power before our eyes! And this is just one of many Gentile nations growing more aggressive on the world scene.

The U.S. is no longer asserting itself as it should, which is putting its allies on shaky ground. ... While many will rejoice at the United States' demise, this trend is building to catastrophe like never before seen!

Mr. Flurry wrote that though the shift in global power now underway is alarming, it is closely tied to good news. He continued:

This is terrifying news. Luke's record of Christ's prophecy says it will be a time of "[m]en's hearts failing them for fear, and for looking after those things which are coming on the earth: for the powers of heaven shall be shaken" (Luke 21:26).

However, notice the very next verse! "And then shall they see the Son of man coming in a cloud with power and great glory" (verse 27). These times of the Gentiles lead directly to the return of Jesus Christ! ... Now that is good news!

To understand more about China's rise and the "good news" connected to it, read "What Are the Times of the Gentiles?" and "Brave New World (Made in China)."

Kenya now has a data protection law. What does this mean for netizens?

Kenya's new data protection law was long overdue

Posted 24 December 2019 14:42 GMT Written by Njeri Wangari

<https://globalvoices.org/2019/12/24/kenya-now-has-a-data-protection-law-what-does-this-mean-for-netizens/>

On November 8, 2019, Kenyan President Uhuru Kenyatta ascended the 2019 Data Protection Bill into law. Kenya now joins 25 out of 54 African countries that have so far implemented laws on personal data protection with Zambia and Zimbabwe soon joining their ranks.

Kenya's new data protection law, modeled around the European Union's General Data Protection Regulation (GDPR), has been long overdue. Despite earning the title of Africa's Silicon Savannah for its giant strides in the proliferation of information and communication technologies (ICTs) and

becoming a hotbed for startups from within the continent and Silicon Valley, Kenya has not had any data protection laws.

This lack of a legal framework on how private and government entities should handle customer and citizens' data became the subject of one of the world's first cases where citizens' private data was used to sway a presidential election.

The 2013 and 2017 Kenyan presidential elections that saw the reelection of President Kenyatta were embroiled in a scam in which Cambridge Analytica illegally collected Facebook profile data from millions of Kenyans. These profiles were then correlated with over 47,000 surveys conducted in the run-up to the 2013 presidential election to determine Kenyan voters' needs and concerns, which informed campaign messaging. In the 2017 presidential election, these insights were used in a data-driven micro-targeted digital campaign to help incumbent Kenyatta get re-elected.

The UK-based consulting company had been in the limelight since United States President Donald Trump's election victory in 2016 for harvesting data about millions of Facebook users and targeting them with information intended to sway them in Trump's favor.

This new data law will have a significant and far-reaching impact as Kenya continues to have one of the highest rates of internet penetration in Africa at 112% according to the latest statistics from the Communications Authority.

A review of Kenya's new data protection law

The mandate of this new law will essentially be to establish a legal and institutional mechanism to regulate the collection, storage and processing of personal data in order to protect the privacy of individuals. The law will enforce the right to privacy by providing remedies against any breach.

Kenyan citizens now have the right to: know why and how their information is being recorded, stored and handled, and for what specific purpose it will be used. They will also have the right to access their personal data and object to its processing, and the right to correction and deletion of false or misleading data as well as to prohibit the disclosure or reuse of their personal data.

Organizations and government authorities that own, manage, store or control data will now be required to register their businesses with the office of a Data Protection Commissioner, as mandated by the new law. They will also be required to inform users of the personal data they are collecting, why they are using it and how long they are storing it.

Kenyans welcome new law

The new law is a welcome relief for many Kenyans who have been subject to various forms of privacy violations, in particular, due to the country's proliferation of mobile connectivity and adoption of mobile money services.

The collection of personal data from citizens has, for a long time now, been part of security requirements by private and government institutions for Kenyans to gain access to most buildings. Although the information is often collected as a safeguard measure, its effectiveness has been put into question as a stop-gap measure to acts of violence. The most recent Dusit terror attack and the September 2013 Westgate shopping mall attack drove the painful point home.

Whereas these data collection points have proved to have loopholes that terrorists have exploited by registering fake details, the majority of Kenyans do fill their actual personal details in these building registers.

Cases of mobile and online fraud have continued to increase, often targeting users of M-pesa mobile money service — the most popular way to pay for goods and services both online and offline in Kenya. M-pesa is a service by Safaricom, a public limited company and one of Kenya’s largest mobile network operators.

It has also become a common practice among Kenyan businesses that accept M-pesa payments that use the Paybill service to spam their customers with promotional messages from contacts collected with the sole purpose of facilitating a payment transaction.

Kenya’s ICT practitioners hailed the signed bill as a good regulatory framework for the industry and have urged the government to fast track the composition of guidelines and regulations around the data protection law in consultation with their industry.

Concerns on enforcement

The enforcement of this new law shall be carried out by the office of the Data Protection Commissioner, a body that shall be created and headed by the data commissioner who will be recruited and employed by the Public Service Commission upon appointment by the president and subject to the approval of the National Assembly. The DPC will run under the Ministry of Information Communications and Technology (ICT). The commissioner will receive and investigate violations, with the power to file lawsuits and impose fines.

According to Kenyans online, this is only the beginning. A major hurdle will be the implementation and enforcement of this law against the biggest culprits — digital lending apps. These apps use predatory and unethical tactics that require access to users’ smartphone data in a bid to determine creditworthiness and recover loans from defaulters and retail businesses that spam their customers with promotional text messages.

Critics have raised concerns on the timing of the signing which comes at the heels of an uproar by Kenyans regarding the massive implementation of the National Integrated Identity Management System (NIIMS) – better known as Huduma Namba — which was heavily criticized by privacy advocates.

NIIMS is a national program introduced by the Kenyan government in April 2019 for the establishment of a mass biometric registration system with the objective of creating, managing and storing Kenya’s population data and as the “single source of truth” of information about Kenyan citizens and foreigners residing in the country.

Kenyan freelance writer, Rasnah Warah recently opined an article on why the signing of the data bill is meant to fast track the implementation of Huduma Namba, which many were opposed to earlier due to a lack of a proper framework. She reads malice in the hurried manner with which the new data protection bill was passed into law. She believes it was created as a gateway for commercial interests of the Huduma Namba national exercise in which citizens will be driven into a debt trap.

Her sentiments have also been shared by renowned Kenyan economist David Ndi, whose article “Crony Capitalism and State Capture 2: Documents Reveal the Kenyatta Family’s Plans to Take over Lending to SMEs,” delves into the details of a proposed mobile phone lending platform in which the Kenyatta family-owned bank, NCBA, has vast interests.

The proposed initiative is a “collaborative initiative to bridge the access to credit by micro and small enterprises.”

Interestingly, on the day President Kenyatta signed the bill into law, he was flanked by executives from Amazon, who announced their plans to set up an Amazon Web Services Edge Location in Kenya. Amazon operates Amazon Web Services — the largest cloud-computing platform in the world.

It remains to be seen whether or not the new law will protect the rights of Kenyan citizens or merely serve as a conduit through which private data can legally be acquired, stored and used for commercial purposes by players higher up in the digital capitalism food chain.
Creative Commons License / Written by Njeri Wangari

Kenya's arid counties to benefit from Sh340m food aid from US
<https://www.nation.co.ke/news/Kenya-receives-Sh340m-food-aid-from-US/1056-5396952-egaa2j/index.html>
Tuesday December 24 2019

By BRUHAN MAKONG
More by this Author

Kenya has received food aid valued at approximately Sh340 million from the United States government in support of its efforts to address food insecurity in the country.

The country has been experiencing perennial drought which has resulted in shortage of food in some regions.

The US, through the United States Agency for International Development (USAID) Office of Food for Peace (FFP), announced the arrival of 18,300 metric tons of food assistance at the Mombasa port.

Over 390,000 beneficiaries from nine arid counties are expected to benefit from the aid which will be distributed by WFP through the support of the US government.

The targeted counties are Turkana, Baringo, Marsabit, Isiolo, Samburu, Mandera, Wajir, Garissa and Tana River.

FOOD SECURITY

The food aid is part of the larger US government support to Kenya for food security relief and long-term resilience building among vulnerable Kenyans which in 2019 totalled almost Sh10.2 billion.

According to the US government, the food assistance reflects its strong commitment to the health and food security of Kenyans.

“The United States is committed to addressing the needs of Kenyans suffering as a result of devastating drought and severe food insecurity in the northern and eastern regions of the country,” said US Ambassador to Kenya Kyle McCarter.

He added, “USA Marafiki will continue these and other efforts to build resilience in Kenya to best support our Kenyan friends on their path to self-reliance.”

In partnership with USAID, WFP will also provide food or cash transfers to meet seasonal food gaps and capacity strengthening in the building of irrigation canals, increasing fodder production, and creation of water pans to increase food production and diversify livelihoods.

ANGOLA :

Angola Recovers More Than US\$5bn in Stolen Assets

Published: Thursday, 19 December 2019 / Written by Laura Mallene

<https://www.occrp.org/en/27-ccwatch/cc-watch-briefs/11334-angola-recovers-more-than-us-5bn-in-stolen-assets>

Since the beginning of this year, Angola's fight against corruption has seen more than five billion US dollars in assets recovered both locally and internationally, the country's state news agency ANGOP reported on Tuesday.

José Eduardo dos Santos 16062014 edit 1José Eduardo dos Santos. (Photo: Fabio Rodrigues Pozzebom/Agência Brasil [CC BY 3.0 br])The money was stolen from state coffers, including \$3 billion only from the Sovereign Wealth Fund which was to promote growth, prosperity and social and economic development across Angola.

The fund was headed by the former President's son, Jose Filomeno dos Santos, who was arrested in September for corruption.

Minister of Justice and Human Rights, Francisco Queiroz said in Abu Dhabi during the 8th Conference of States that are parties to the United Nations Convention against Corruption (COSP).

In a press release released after his announcement, Queiroz praised international partners who helped recover the funds but did not reveal details about how it was stolen, reports Al Jazeera.

The Minister added that Angolan institutions are now more specialized, adding that the Attorney General Office (PGR), the Criminal Investigation Service, the Financial Intelligence Unit, or the State Administration's Inspectorate are much better prepared today.

"The courts themselves act with greater sensitivity. (With) a celerity vision more appropriate to the moment," Queiroz admitted.

"We have argued insistently that these important resources should be returned unconditionally to the countries from which they were illegally withdrawn in order to be used to improve the quality of life of our populations," Queiroz said according to ANGOP. He complained that some countries are not willing to cooperate.

The anti-corruption campaign began after former President José Eduardo dos Santos retired and left the country. Son Jose Filomeno is currently facing money-laundering and embezzlement charges.

**** AFRIQUE DU NORD ****

EGYPT :

Egypt signs 4 oil, gas deals worth 155 mln USD

Source: Xinhua| 2019-12-25 19:15:49|Editor: xuxin

http://www.xinhuanet.com/english/2019-12/25/c_138657222.htm

CAIRO, Dec. 25 (Xinhua) -- Egypt's Minister of Petroleum Tarek al-Molla on Wednesday said four new agreements valued at 155 million U.S. dollars were signed with local and international companies for exploration of oil and natural gas.

The exploration works will take place in the Western Desert, the Gulf of Suez and Nile Valley for drilling 30 wells, al-Molla added in statement.

He highlighted the importance of signing new agreements on oil and gas exploration as "the major pillar for oil activities in Egypt."

Such deals will ensure increasing and maximizing the oil and gas production that is considered "as a vital sector for luring foreign investments and boosting the national economy."

He added that 103 oil deals have been signed since 2013.

ALGERIE :

Algérie : le nouveau président Tebboune entre en fonction

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/algerie-le-nouveau-president-tebboune-entre-en-fonctions-20191219>

Abdelmadjid Tebboune a prêté serment, ce jeudi.

Par Le Figaro avec AFP / Publié le 19 décembre 2019 à 11:04, mis à jour le 19 décembre 2019 à 11:43

Le nouveau président algérien Abdelmadjid Tebboune est officiellement entré en fonction jeudi 19 décembre en prêtant serment, lors d'une cérémonie officielle à Alger.

Elu au 1er tour le 12 décembre, Abdelmadjid Tebboune succède à Abdelaziz Bouteflika, dont il fut le premier ministre et qui a été contraint à la démission en avril par un mouvement («Hirak») populaire inédit de contestation du régime qui agite l'Algérie depuis dix mois. Main droite sur le Coran, Abdelmadjid Tebboune a prononcé la longue formule prévue par la Constitution, jurant notamment de «respecter et de glorifier la religion islamique, de défendre la Constitution, de veiller à la continuité de l'Etat», mais aussi «d'agir en vue de la consolidation du processus démocratique, de respecter le libre choix du Peuple».

Algérie : Tebboune en larmes devant la dépouille de Gaid Salah

La rédactionPar La rédaction 25 décembre 2019 à 10:15

<https://www.dzairdaily.com/algerie-tebboune-pleure-larmes-enterrement-gaid-salah/>

Algérie – Le Président de la République n'a pas pu retenir ses larmes lors de son dernier recueillement auprès du défunt Gaid Salah.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est recueilli une dernière fois à la mémoire du Chef d'Etat major Ahmed Gaid Salah au palais du peuple. Il n'a cependant pas pu contenir ses émotions, et a éclaté en sanglots devant la dépouille du défunt.

Lors de cette cérémonie funéraire, plusieurs ministres et hauts responsables, civils et militaires étaient présents; notamment le premier ministre par intérim Sabri Boukadoum; le président du conseil de la nation par intérim Salah Goudjil, l'ex-chef de l'Etat par intérim Abdelkader Bensalah ainsi que du nouveau Chef d'Etat major, le général Saïd Chengriha.

Les enfants et membres de la famille du défunt Ahmed Gaid Salah étaient également présents tôt dans la matinée de ce mercredi 25 décembre pour lui rendre un dernier hommage. En effet, le cortège funèbre est arrivée vers 7:30 au palais du peuple. La dépouille du défunt rejoindra sa dernière demeure au carré des martyrs du cimetière d'El Alia cet après midi.

MAROC :

French Montana victime de sorcellerie au Maroc

<https://www.bladi.net/french-montana-ensorcele-maroc,62865.html>

25 décembre 2019 - 16h00 - Culture

Le chanteur d'origine marocaine, French Montana, a affirmé qu'il a été victime d'un ensorcellement au Maroc après avoir consommé de la nourriture empoisonnée.

L'artiste Karim Kharbouch, dit « French Montana », après son hospitalisation, a fait de nouvelles révélations sur son séjour au Royaume. Au cours de cette sortie médiatique, l'artiste maroco-américain a déclaré avoir été victime d'un ensorcellement, qui était dans de la nourriture qu'il a consommée au Maroc. A l'en croire, certains Marocains ont recours à cette magie pour se débarrasser de quelqu'un qu'ils détestent, contrairement aux Etats-Unis où les comptes sont réglés par armes à feu.

Le rappeur a confié au magazine américain qu'il ne s'était rendu compte de rien au Maroc pendant son séjour. Selon French Montana, c'est son médecin traitant qui lui a dit que son corps souffrait d'une sécheresse anormale, ce qui l'a maintenu en soins intensifs pendant quatre nuits consécutives. En séjour au Maroc le mois dernier, accompagné de sa mère qui n'avait plus vu ses proches depuis plus de 20 ans, l'auteur de « French Revolution » avait publié une photo de lui avec son père et ses tantes qui ont célébré son 35e anniversaire dans une ambiance familiale.

Les malheurs de l'artiste ont commencé dès son retour en Amérique où il est entré en soins intensifs, après avoir ressenti de fortes douleurs à l'estomac, des nausées sévères, un rythme cardiaque accéléré et une difficulté à respirer.

Maroc : vague d'arrestations dans les milieux salafistes

25 décembre 2019 - 14h40 - Société

<https://www.bladi.net/maroc-arrestation-salafistes,62868.html>

La Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), en coordination avec les Renseignements généraux (RG), la police judiciaire et la gendarmerie royale de la province de Sidi Slimane, a récemment procédé à une vague d'arrestations dans les milieux salafistes.

Cette vaste opération antiterroriste a eu lieu dans les communes de Kssiba, Dar Belamri, Sidi Slimane, Sidi Kacem et Kénitra dans la nuit du dimanche 22 décembre au lundi 23 décembre, rapporte Al Akhbar. L'opération vise à mettre hors d'état de nuire les salafistes dont le nombre a considérablement augmenté dans la région, passant de 75 en 2008 à 485 en 2019.

Ceux-ci appartiennent à un courant salafiste jihadiste qui prône l'action armée. C'est d'ailleurs ce qui justifie l'affiliation de bon nombre de Marocains originaires de cette région à des organisations terroristes en Irak et en Syrie, indique la même source.

Le mode de recrutement de ces salafistes consiste à cibler les jeunes chômeurs des quartiers pauvres à qui ils offrent des aides financières pour mener des activités génératrices de revenus.

Plus de 2 tonnes de cannabis saisies en 72 heures au Maroc -

Par Kamal Louadj

<https://fr.sputniknews.com/maghreb/201912251042655700-plus-de-2-tonnes-de-cannabis-saisies-en-heures-au-maroc-photos/>

Entre le 21 et 24 décembre, la police marocaine a saisi 2.325 kilogrammes de résines de cannabis, indiquent deux communiqués officiels. Par ailleurs, 1.470 litres d'essence, trois voitures et des appareils de communication et de géolocalisation ont été récupérés par les autorités qui ont arrêté cinq suspects.

En moins d'une semaine, les unités spéciales de lutte contre le trafic de drogues de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) marocaine ont saisi plus de deux tonnes de résines de cannabis, indique la DGSN dans deux communiqués officiels publiés sur sa page Facebook.

Ainsi, dans une première note, la DGSN affirme que dans le cadre d'une opération conjointement menée mardi 24 décembre par les services de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST) et les unités de la police d'Agadir, 1,77 tonne de résine de cannabis a été saisie à bord d'un camion frigorifique de transport de marchandises.

Une deuxième opération exécutée samedi 21 décembre par les unités de la police de Saïdia et d'Oujda a permis la saisie de 555 kilogrammes de résine de cannabis, trois voitures, 1.470 litres d'essence et des appareils de communication et de géolocalisation, indique un communiqué de la DGSN. Cinq suspects ont été arrêtés lors de cette opération, ajoute la même source.

L'ex-directeur d'Al Jazeera accuse le Maroc d'avoir «soutenu le terrorisme en Algérie»

Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue, la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a annoncé plusieurs fois depuis le début de l'année des saisies importantes de résine de cannabis estimées à au moins 45 tonnes. Selon un bilan officiel, en 2018 la police marocaine a saisi 52 tonnes de résine de cannabis.

Le Maroc est, avec l'Afghanistan, l'un des deux premiers producteurs mondiaux de résine de cannabis, selon le Rapport mondial sur les drogues 2016 publié par l'Onu. Le département d'État américain indique que cette activité représente environ 20% du PIB marocain.

TUNISIE :

Le président Erdogan réalise une visite surprise en Tunisie

<https://www.trt.net.tr/francais/turquie/2019/12/25/le-president-erdogan-realise-une-visite-surprise-en-tunisie-1329430>

Le président Recep Tayyip Erdogan qui réalise une visite surprise en Tunisie s'est entretenu avec son homologue Kais Saïed.

25.12.2019 ~ 25.12.2019

Le président Recep Tayyip Erdogan qui réalise une visite surprise en Tunisie s'est entretenu avec son homologue Kais Saïed.

Le président Erdogan est accompagné des ministres des Affaires étrangères et de la Défense nationale, respectivement Mevlut Cavusoglu et Hulusi Akar, du chef des Renseignements, Hakan Fidan, du directeur de la Communication de la présidence, Fahrettin Altun et du porte-parole de la présidence, Ibrahim Kalin.

LYBIE :

Accord Tripoli-Ankara : le chef de la diplomatie grecque chez Haftar puis au Caire

<https://www.la-croix.com/Monde/Libye-chef-diplomatie-grecque-chez-Haftar-pleine-tension-Ankara-2019-12-22-1301067987>

afp, le 22/12/2019 à 12:09 Modifié le 22/12/2019 à 17:53

Le chef de la diplomatie grecque Nikos Dendias s'est rendu dimanche au Caire après une visite-éclair dans l'est de la Libye, où il a rencontré le maréchal Khalifa Haftar, sur fond de tensions après la signature d'un accord maritime entre la Turquie et le gouvernement de Tripoli.

Selon l'agence de presse grecque ANA, M. Dendias était en outre attendu en soirée à Larnaca (Chypre) pour des entretiens avec son homologue chypriote Nikos Christodoulidis.

Ce périple se déroule alors que le gouvernement libyen d'union (GNA), basé à Tripoli (ouest) et reconnu par l'ONU, a signé fin novembre deux accords controversés avec Ankara: l'un porte sur la coopération militaire que la Turquie pourrait apporter au GNA, et l'autre sur la délimitation maritime entre les deux pays.

Ce dernier accord a été condamné par Athènes qui y voit une «violation du droit maritime international et des droits souverains de la Grèce et d'autres pays», dont Chypre et l'Égypte.

Dans ce contexte, M. Dendias s'est rendu au quartier général du maréchal Haftar avec lequel il a évoqué ces deux accords «dénusés de fondement», et contraires au droit international, selon un communiqué du ministère grec des Affaires étrangères.

Il s'est entretenu auparavant à l'aéroport de Benghazi avec deux responsables des autorités parallèles de l'est de la Libye, un pouvoir rival de celui du GNA: le chef de ce gouvernement, Abdallah Al-Thini, et son ministre des Affaires étrangères, Abdulhadi Al-Houejj.

Puis M. Dendias a redécollé à bord de son avion pour Le Caire où il s'est entretenu avec son homologue égyptien, Sameh Choukri, selon un responsable de l'aéroport du Caire.

- Négociations en cours -

Le gouvernement basé dans l'est libyen ne reconnaît pas la légitimité de son rival, le GNA de Fayez al-Sarraj. Ce dernier fait face depuis avril à une offensive du maréchal Haftar sur la capitale libyenne.

L'accord signé avec Ankara permet à la Turquie d'étendre ses frontières maritimes dans une zone de Méditerranée orientale où d'importants gisements d'hydrocarbures ont été découverts ces dernières années.

Mais la Grèce a appelé le 10 décembre les Nations unies à condamner cet accord, qu'elle a qualifié de «perturbateur» pour la paix et la stabilité dans la région.

Dans une interview dimanche à l'hebdomadaire grec Real News, M. Dendias a cependant écarté que «la Turquie agisse de manière imprudente (...) car elle sera la seule perdante», selon lui.

Il a également noté que la Grèce est en négociations avec des pays voisins, comme l'Égypte et l'Italie, pour délimiter également les zones maritimes.

«La Grèce n'hésitera pas à défendre ses droits et intérêts souverains de quelque manière que ce soit, toujours dans le cadre de ses obligations constitutionnelles et du droit international», a-t-il encore affirmé.

L'accord de coopération militaire conclu entre Ankara et le GNA, qui fait figure de pendant de l'accord de délimitation maritime, ouvre la voie à une implication militaire turque accrue en Libye.

Les forces du maréchal Haftar accusent déjà la Turquie de fournir des armes et des conseillers militaires à leurs rivaux du GNA. En juin, elles avaient menacé de s'en prendre aux intérêts turcs en Libye.

Samedi soir, les forces pro-Haftar ont annoncé avoir saisi un cargo turc battant pavillon de la Grenade au large de l'est de la Libye, pour procéder à sa fouille.

bur-mon-kan-ila/od

**** AFRIQUE DE L'OUEST ****

CÔTE D'IVOIRE :

Côte d'Ivoire : Soro riposte au mandat international contre lui

https://www.lepoint.fr/afrique/cote-d-ivoire-g-soro-riposte-au-mandat-international-contre-lui-25-12-2019-2354723_3826.php

L'ex-président de l'Assemblée nationale a dénoncé mardi la volonté du pouvoir de l'empêcher de se présenter à la présidentielle de 2020. Par Le Point Afrique (avec AFP)

Modifié le 25/12/2019 à 10:12 - Publié le 25/12/2019

Adeptes des réseaux sociaux, M. Soro a donné dans une série de messages sur son compte Twitter sa version de son rocambolesque retour manqué lundi, fustigé l'arrestation de ses partisans et attaqué son ancien allié devenu adversaire, le président ivoirien Alassane Ouattara. En froid avec le pouvoir depuis près d'un an, l'ex-président de l'Assemblée nationale, toujours député, fait désormais l'objet d'un « mandat d'arrêt international » de la justice ivoirienne pour « tentative d'atteinte à l'autorité de l'État ». Ce mandat a été émis lundi, le jour même de son retour prévu, selon le procureur de la République d'Abidjan, Richard Adou. Des « éléments en possession des services de renseignements » établissent « clairement que le projet devait être mis en œuvre incessamment », a affirmé le procureur à la télévision publique lundi soir, semblant évoquer un coup de force, 20 ans après le coup d'État de 1999. M. Soro devait rentrer dans son pays, après six mois d'absence. Ses militants l'attendaient impatiemment pour lancer sa campagne électorale pour la présidentielle d'octobre 2020. Mais son avion privé a finalement atterri au Ghana.

Dans ses tweets, il explique que le commandant de bord a été informé en vol que l'avion « pourrait faire l'objet d'un assaut » à l'aéroport d'Abidjan et a décidé de se dérouter vers l'aéroport d'Accra. Après un arrêt « bref », l'avion a redécollé « vers l'Europe », selon une source aéroportuaire à Accra, et Guillaume Soro se trouve actuellement en Espagne, selon son entourage. À Abidjan lundi, les forces de l'ordre déployées en grand nombre ont empêché tout regroupement des partisans de M. Soro à l'aéroport et dans la ville. Puis lundi après-midi, elles ont donné violemment l'assaut au siège du parti Générations et Peuples solidaires (GPS), où étaient regroupés une centaine de militants. Quinze partisans de M. Soro ont été arrêtés, dont cinq députés. « La brutalité de la répression qui s'est abattue sur les adhérents de GPS et de tous les partis politiques proches (...) est inacceptable », écrit M. Soro, qui voit dans toute cette affaire la main du pouvoir ivoirien et une tentative de l'empêcher de se présenter à la présidentielle. « Déjà en septembre 2019, suite aux révélations d'un sondage qui établissait mon avance en cas de la tenue l'élection présidentielle, la décision avait été prise de m'écarter de la course », affirme M. Soro. « Aux dernières heures j'apprends que je suis l'objet d'un mandat d'arrêt international. Qui aurait cru cela possible de l'homme providentiel venu du FMI ? » poursuit M. Soro, visant le président Ouattara, ancien haut dirigeant du Fonds monétaire international.

Ce chrétien du Nord ivoirien, âgé de 47 ans, a annoncé sa candidature à la magistrature suprême le 18 octobre. Il est vu comme un challenger sérieux par les analystes politiques, qui le disent populaire, notamment auprès de la jeunesse. Guillaume Soro a longtemps été le meilleur allié d'Alassane Ouattara, qu'il a aidé à porter au pouvoir pendant la crise post-électorale de 2010-2011 avec l'appui de la rébellion des Forces nouvelles qu'il dirigeait. Nommé Premier ministre, puis président de l'Assemblée nationale, ses relations se sont progressivement dégradées avec le chef de l'État, qui voulait brider ses ambitions présidentielles, selon les observateurs. Jusqu'à la rupture début 2019.

L'opposition politique ivoirienne a dénoncé mardi des « dérives dictatoriales » du pouvoir, dans un communiqué de la plateforme Coalition pour la démocratie, la réconciliation et la paix (CDRP), emmenée par l'ex-président Henri Konan Bédié. Estimant que Guillaume Soro (toujours député) se trouve désormais contraint à « un exil forcé », des groupes parlementaires d'opposition ont dénoncé

l'arrestation des cinq députés pro-Soro, condamnant « cette énième violation de l'immunité parlementaire en Côte d'Ivoire ». « L'espace démocratique est en train de se rétrécir gravement en Côte d'Ivoire à moins d'un an de l'élection présidentielle », a déploré pour sa part le Mouvement ivoirien des droits humains, dans un communiqué. Dix ans après la crise post-électorale de 2010-2011 qui a fait 3 000 morts, la prochaine présidentielle s'annonce tendue. Les élections municipales et régionales de 2018 avaient été marquées par de nombreuses violences et des fraudes.

BENIN / TOGO :

Le Bénin et le Togo signent un accord cadre de coopération transfrontalière et un mémorandum de coopération sécuritaire

French.xinhuanet.com|Publié le 2019-12-24 à 19:03

http://french.xinhuanet.com/afrique/2019-12/24/c_138655050.htm

COTONOU, 24 décembre (Xinhua) -- Le Bénin et le Togo ont signé lundi après-midi à Agoué, à une centaine de kilomètre de Cotonou, un accord-cadre de coopération transfrontalière et un mémorandum de coopération sécuritaire, a rapporté mardi le quotidien béninois La Nation.

Selon cette même source, les deux documents de la coopération bénino-togolaise ont été paraphés par le ministre béninois des Affaires étrangères Aurélien Agbénonci et son homologue togolais Robert Dussey.

Pour M. Agbénonci, cet accord-cadre de coopération transfrontalière est un outil essentiel et fondamental que les deux pays ont élaboré en voulant se conformer à la Charte de l'Union africaine qui demande aux états de l'espace d'explorer toutes les possibilités qui s'offrent pour que le travail en commun se fasse dans les espaces transfrontaliers.

"L'accord-cadre de coopération transfrontalière et le mémorandum d'entente que nous avons signés aujourd'hui viennent doter les relations entre nos deux Etats de nouveaux cadres normatifs dans un temps historique où il nous faut coopérer plus pour le développement, coopérer plus pour l'intégration régionale et africaine, coopérer plus pour la sécurité et la stabilité de chacun de nos pays et de la sous-région", a souligné, Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise.

Le Bénin et le Togo, deux pays voisins, entretiennent depuis 1960 des relations séculaires et de bon voisinage. Les deux pays sont membres de plusieurs organisations sous régionales, notamment du Conseil de l'Entente, de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et d'organisations régionales, telles que l'Union africaine (UA) et la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD).

NIGERIA :

UN reports deadly violence by armed groups in Nigeria

<https://www.660citynews.com/2019/12/24/un-reports-deadly-violence-by-armed-groups-in-nigeria/>
by The Associated Press / Posted Dec 24, 2019 11:21 am MST

CAMEROON, Cameroon — Armed groups in northern Nigeria have reportedly executed many civilians and abducted many others in a state where Boko Haram is active, the United Nations said Tuesday.

U.N. spokesman Stephane Dujarric told reporters the executions and abductions took place Monday in northern Borno state on the Damaturu-Biu road linking Yobe and Borno states.

The United Nations and its humanitarian partners condemned the violent incidents and urged Nigerian authorities to do their utmost to prevent further violence and protect civilians.

Borno state was the birthplace of the Boko Haram insurgency a decade ago and it has suffered the worst of the Boko Haram attacks.

Dujarric said over 36,000 people have been killed since the beginning of the conflict, about half of them civilians.

The Associated Press

GHANA :

Ghana's 'Year Of Return' Encourages Black Americans To Return To Their Motherland

<https://www.wbur.org/hereandnow/2019/12/16/ghana-year-of-return-boris-kodjoe>

The first enslaved Africans were brought to British colonial North America 400 years ago, setting in motion the transatlantic slave trade.

To commemorate this anniversary, the president of Ghana has been welcoming descendants of those enslaved back to the West African nation to reconnect with their roots and invest in the country.

“We will work together to make sure that never again will we allow a handful of people with superior technology to walk into Africa, seize our peoples and sell them into slavery,” President Nana Akufo-Addo said in 2018 while announcing the initiative.

The year-long campaign is expected to draw about 500,000 visitors from the U.S. and around the world. One of those returning is Ghanaian-German actor Boris Kodjoe, currently known for his role on the action-drama show “Station 19.”

Kodjoe and his wife Nicole Ari Parker are playing a seminal role in helping Ghana's president attract the diaspora in America back home. The duo spearheads an initiative called Full Circle Festival that brings everyone — from chiefs of industry, influencers and celebrities — to the capital, Accra, to experience Ghanaian history, food, music, fashion and more.

They expect to have around 500 participants on their next trip.

“It's so important for our collective identity, for self-worth [and] our confidence to know where we came from,” Kodjoe says.

As a child, Kodjoe says his Ghanaian father and his German mother would take him back to Ghana frequently. He now wants to make the voyage a staple in his children's lives.

“My kids speak German and they've been to Ghana many times and they're looking forward to going back,” he says. “It's tremendously important to empower your children to understand their roots and their ancestry.”

Making the journey is paramount to him, and something he wants to give his children, in order to establish identity and confront the “negative legacies of the slave trade.” To develop a sense of belonging, he wants the diaspora to understand their ancestors didn't come from the United States.

“No, we came from the west coast of Africa mostly. We came from kings and queens,” he says.

“We're not descendants of slaves, but yet descendants of enslaved Africans. We're descendants of the survivors. It's a hugely important distinction.”

Interview Highlights

On his family tree's roots in Ghana

“My dad, he passed three years ago. He was born and raised in Accra in Ghana and got a scholarship to come to Europe to study medicine. And that's where he met my mom in Germany. My mother's German. And so me and my siblings were born in Austria and in Germany. Growing up, I remember us going back to Ghana a lot. And even after my parents divorced, it was important for a mother to make sure that we stay connected. Now that I have children, I find it tremendously important to make sure that you teach your children about their heritage.

Boris Kodjoe in Atlanta, Georgia. (Paras Griffin/Getty Images for Tyler Perry Studios)

Boris Kodjoe in Atlanta, Georgia. (Paras Griffin/Getty Images for Tyler Perry Studios)

“I mean, if you look at the issues that we're battling here in this country, they're all rooted in the fact that we oftentimes feel inferior. We oftentimes suffer from a lack of identity. That, unfortunately, is one of the negative legacies of the slave trade. If we are to develop a sense of belonging in this country, we have to go back and understand that we didn't come from South Carolina and we didn't come from Alabama. We didn't come from Mississippi.”

On double consciousness

“Well, first of all, for people who don't understand what double consciousness means, it's the constant awareness, not just of who you are, but also how other people perceive you. And for black people in this country, it's something that we have grown up with. There's always a sense that people around us are perceiving us as different. And that goes away when you go back to Africa because everybody's the same and the levity you experience is transformational.”

On why black Americans should make the trek to Ghana

“This is purely to explore your roots and to find out who you are. It's really about building a bridge between the diaspora and the continent. And we are all the resources we need. Africa doesn't need aid. Africa needs to galvanize the diaspora to invest in all these things that are necessary for Africa to take its rightful place on the planet.”

On the foreign economic investment in Africa

“First of all, in terms of national resources, Africa is the richest continent in the world. That's why all these ex-colonizers and nations like China are heavily interested in investing in Africa. And you have to go back to 1884. That's when the then-chancellor of Germany, [Otto von] Bismarck, called on his friend King Leopold from Belgium, and they decided to hold a conference in Berlin to colonize and exploit the continent. King Leopold went into the Congo, killed [millions] people. After World War II [in] 1958 when the French decided to grant independence to the 14 French colonies. They decided to make them sign the pact for the continuation of colonization, which was a contract that required those nations to continue to pay what they call a colonial debt to France, which stands until today.

“The debt is \$500 billion dollars a year. So the first step of creating economic development was the African Free Trade Agreement and that was just established. The next step is to bring members of the diaspora over, establishing a presence on the continent so that when those contracts become available, there's somebody at the table who can put in a bid.”

On whether momentum for black Americans to reconnect with their African roots will continue to grow

“I think what has helped us in the effort was within the first three days, we generated over 100 million impressions by way of our guests starting to post pictures and telling stories and sharing their experience with the world that was authentic and real. And then CNN did a report about Full Circle Festival and how we move Ghana from 89th place to number four in the world of most desirable tourist destinations just by the noise that Full Circle Festival made. We got calls from 26 other nations within weeks after Full Circle Festival. Part of what's been plaguing Africa is the lies that have been told about the continent for decades.”

On the many American misconceptions of Africa

“Well, it's a black hole. First of all, it's one country. Also, people don't know how big Africa is. Right. And then all the other myths. You know, it's a cesspool. There are diseases. There are wars everywhere [and] terrorism. And by all these people from the diaspora going over there, we have effectively started changing the narrative. And I think it's important that we go over there. First of all, when we are invited and go over there with the readiness to be taught and be educated.”

On what he envisions for Full Circle Festival in the future

“Ten years from now, I want Africa to be the number one destination for members of the diaspora. I want a tremendous amount of African investment and [to] empower all people of African descent to be united to not just better Africa, but better ourselves in the process because we can only be whole as an individual if Africa is whole as a continent.”

Ciku Theuri produced and edited this interview for broadcast with Peter O'Dowd. Serena McMahon adapted it for the web.

This segment aired on December 16, 2019.

UNION AFRICAINE :

L'Union africaine exhorte l'UE à former davantage de forces de sécurité somaliennes

http://french.xinhuanet.com/2019-12/12/c_138626494.htm

French.xinhuanet.com | Publié le 2019-12-12 à 22:23

MOGADISCIO, 12 décembre (Xinhua) -- La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) a exhorté mercredi la Mission de formation de l'Union européenne (EUTM) à former davantage de personnel de sécurité dans ce pays de la Corne de l'Afrique.

Lors d'une rencontre à Mogadiscio avec l'eurodéputé Arnaud Danjean, Simon Mulongo, directeur adjoint de l'AMISOM, a suggéré que cette formation puisse permettre d'aider ces personnels à prendre en charge les responsabilités sécuritaires lorsque l'AMISOM partira.

"Il est important de renforcer l'EUTM parce qu'elle a la capacité de recruter et de former en plus grand nombre", a-t-il ajouté, cité par un communiqué publié par l'AMISOM à l'issue de cette réunion.

Pour sa part, M. Danjean a félicité les troupes de l'AMISOM pour ses sacrifices en faveur du rétablissement de la paix et de la stabilité en Somalie.

"Nous devons être reconnaissants aux pays qui ont décidé dès le début de participer à cette mission difficile. Nous ne vivons pas dans un monde isolé. Les menaces qui pèsent sur la Somalie depuis des années ont également des répercussions sur la sécurité et la stabilité de l'Europe", a-t-il indiqué.

Les deux hommes ont discuté du progrès des opérations antiterroristes en Somalie et des relations entre l'UE, l'AMISOM et le gouvernement somalien.

L'UE contribue de manière significative aux opérations de paix de l'UA. Elle soutient l'AMISOM depuis 2007 par le biais du Fonds africain pour la paix, une collaboration financière entre l'UA et l'UE.

Le président de la commission de l'Union Africaine critique la marginalisation de l'Afrique dans la gouvernance mondiale

<https://www.agenceecofin.com/gouvernance-economique/1412-72118-le-president-de-la-commission-de-l-union-africaine-critique-la-marginalisation-de-lafrique-dans-la-gouvernance-mondiale>

(Agence Ecofin) - Moussa Faki Mahamat, le diplomate tchadien qui préside la commission de l'UA, a déploré la faible prise en compte des positions africaines dans la gouvernance des affaires internationales qui impactent pourtant la région. « A la sortie de la deuxième guerre mondiale, il y a eu la mise en place d'institutions qui étaient nécessaires pour la stabilité. Mais aujourd'hui, les défis ont changé et la voix de l'Afrique qui compte 1,2 milliard d'habitants n'est pas prise en compte cela doit changer », a expliqué M. Faki, s'exprimant dans un des panels de discussion de l'événement.

De son point de vue, les puissances internationales ne sont pas parvenues à apporter des solutions durables aux conflits qui dominent en Afrique. Il a ainsi cité l'exemple de la République Démocratique du Congo ou encore de la Lybie qui sont aujourd'hui profondément divisés par de longues crises. « On doit pouvoir compter sur des organisations régionales, à l'instar de l'Union Africaine. Nous sommes parvenus à des résultats concrets au Soudan et sur le plan économique, nous sommes parvenus à mettre en place la plus importante zone de libre échange économique du monde », a-t-il fait savoir.

D'autres intervenants de ce panel de discussion ont aussi défendu la nécessité de faire confiance aux entités régionales qui marchent, à l'instar de celle de l'Union Africaine. Pourtant le président de cette institution n'est pas parvenu à apporter des réponses à des questions plus précises. Sur la création des emplois du futur qui réside plus dans le développement technologique que l'industrialisation, il a salué le dynamisme du président Kagamé au Rwanda, mais sans apporter de détails sur la manière dont cet objectif est poursuivi au sein de l'UA.

Pareillement il n'a pas été assez précis, lorsqu'il a fallu répondre sur le point de savoir, si les Etats membres de l'UA, individuellement, ont un engagement effectif pour porter la voix de l'Afrique. En effet, derrière l'entité que représente l'Union Africaine et sa commission, se dissimulent plusieurs petites divergences qui vont des découpages sous-régionaux, aux particularités linguistiques, culturelles et même géographiques. L'Afrique peine parfois à parler d'une même voix, et surtout à progresser au même rythme, surtout sur les questions sensibles.

Idriss Linge, à Doha.

CHINE :

Grâce à la Chine, l'Éthiopie a lancé son premier satellite

https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/ethiopie/grace-a-la-chine-lethiopie-a-lance-son-premier-satellite_3757769.html

Jacques Deveaux / Rédaction Afrique France Télévisions / publié le 25/12/2019 | 10:42

Addis-Abeba rentre dans le cercle fermé des nations spatiales, devenant ainsi la onzième pour l'Afrique.

Selon Space in Africa, société nigériane qui suit les programmes spatiaux africains, 2019 aura été une année faste pour la recherche spatiale du continent. Neuf satellites appartenant à des nations africaines ont été lancés et l'Éthiopie est le onzième Etat de ce continent à mettre son drapeau en orbite. Le précédent record remontait à 2017 avec sept satellites.

Si les officiels éthiopiens se sont réunis au centre de recherches Entoto, au nord de la capitale Addis-Abéba, ce n'était que pour regarder la vidéo du lancement de la fusée. Celle-ci en effet a été tirée en Chine par une fusée Longue marche-4 . La Chine qui a financé quasi totalement les 8 millions de dollars du programme. Ce petit satellite de 70 kg fournira des données sur l'environnement. Il permettra aussi une meilleure planification des cultures afin de lutter contre la sécheresse.

Débuts timides

Le programme spatial éthiopien a été formalisé en 2016, alors que l'actuel Premier ministre Abiy Ahmed était ministre des Sciences et des Technologies. L'Institut éthiopien de science spatiale et de technologie a été créé pendant cette période. Pour l'instant, cette technologie est embryonnaire en Éthiopie. Le satellite ETRSS-1 a été conçu et construit en Chine, en collaboration avec une vingtaine de scientifiques éthiopiens.

Un premier pas pour Addis-Abeba qui annonce également un accord avec la Chine pour la construction d'un satellite de communication. Autre accord de taille, celui signé avec Ariane Espace. En janvier 2020 va commencer à Addis-Abeba la construction d'un complexe pour assembler et tester des satellites. Il devrait être opérationnel dans 30 mois, marquant ainsi une nouvelle étape dans l'aventure spatiale éthiopienne.

USA :

US donates relief food worth over KSh 300 million to Kenya

<https://www.tuko.co.ke/331553-us-donates-ksh-300-million-relief-food-kenya.html>

by Asher Omondi - 18,300 metric tons arrived at the Mombasa port awaiting distribution to affected regions - The donations will be distributed to nine counties by the World Food Programme - About one million Kenyans in nine arid and semi arid areas will benefit from the assistance At least 18,300 metric tons of relief food from USA estimated be over KSh 300 million have arrived at the Mombasa seaport to avert the hunger crisis. The United States Agency for International Development (USAID) Office of Food for Peace said the donation will be channeled to the nine arid and semi arid counties facing severe starvation. Read more: <https://www.tuko.co.ke/331553-us-donates-ksh-300-million-relief-food-kenya.html>

The US government issued a travel advisory to Americans visiting South Africa, citing risks of 'violent crime'

The US State Department issued a travel advisory on South Africa on December 23. Violent crime - including sexual assault and armed

Read more at:

https://www.businessinsider.in/business/news/the-us-government-issued-a-travel-advisory-to-americans-visiting-south-africa-citing-risks-of-violent-crime/articleshow/72961546.cms?utm_source=contentofinterest&utm_medium=text&utm_campaign=cppst

ONU :

La Monusco prolonge son mandat sur décision du Conseil de sécurité de l'ONU
<https://www.digitalcongo.net/article/5dfce448766853000403c2a5/>

Kinshasa 20-12-2019 Politique - Le Conseil de sécurité de l'ONU, a décidé jeudi 19 décembre de prolonger d'une année le mandat de la MONUSCO. Conjointement, il envisage déjà l'option du retrait de ses troupes pour donner la chance au gouvernement et à d'autres acteurs de prendre le relais.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, vient de renouveler le mandat de la MONUSCO pour l'appui aux Forces armées de la RDC et la protection des civils, pour une année. Question de permettre à la Monusco de contribuer à la protection des civils et appuyer la stabilisation et le renforcement des institutions de l'État en RDC ainsi que les principales réformes de la gouvernance et de la sécurité.

C'est ce qui ressort de sa réunion du jeudi 19 décembre 2019 à New-York aux Etats-Unis.

« Les priorités stratégiques du mandat renouvelé de la MONUSCO sont d'assurer la protection des civils qui doit être la priorité lorsqu'il s'agit de décider de l'usage des capacités et ressources disponibles et appuyer la stabilisation et le renforcement des institutions de l'Etat en RDC ainsi que les principales réformes de la gouvernance et de la sécurité », déclare la Résolution 2502.

La population congolaise plus particulière celle de Beni-Butembo où des tueries à grande échelle se multiplient du jour au jour dans cette partie de la RDC, s'attendait à ce que le Conseil de sécurité prenne en compte les sons discordants qui proviennent de cette contrée du pays. Et cette dernière est déçue, car c'est juste le contraire qui s'est passé jeudi 19 décembre au siège des Nations unies.

Le Conseil a invité le secrétariat des Nations unies à envisager de réduire encore les effectifs militaires et la zone d'opérations de la MONUSCO, « compte tenu de l'évolution positive de la situation sur le terrain », en particulier dans les régions où les groupes armés ne posent plus de réelle menace.

Il a également été demandé à la Monusco de veiller à ce que l'appui fourni aux opérations menées par les FARDC, notamment sous la forme de ration ou de carburant, ne le soit que dans le cadre d'opérations conjointes.

Pour ce faire, la MONUSCO maintiendra un effectif maximum de 14.000 militaires, 660 observateurs militaires et Officiers d'état-major, 591 policiers et 1059 membres d'unités de police constituée. Toutefois, le conseil de sécurité a invité le Secrétaire général de l'ONU d'envisager de réduire les effectifs militaires et la zone d'opération de la Monusco, compte tenu de l'évolution positive dans les régions où les groupes armés ne font plus planer de menaces.

Le Conseil a résolument demandé à la MONUSCO de collaborer avec le Bureau de l'Envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs, Huang Xia, afin de rechercher des solutions politiques pour mettre fin aux flux transfrontaliers de combattants armés, d'armes et de minerais provenant de zones de conflit, qui menacent la paix et la stabilité en RDC.

Notons par ailleurs que la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en Rdc, Leila Zerrougui, tiendra une conférence de presse la semaine prochaine pour expliquer les détails des missions assignés à la Monusco durant le prochain mandat qui va débiter en janvier prochain.

Pour sa part, le Conseil de sécurité a souligné qu'il est nécessaire de transférer progressivement les taches de la Monusco au Gouvernement de la République démocratique du Congo.

Et quant à l'équipe de pays des Nations Unies et aux autres parties prenantes concernées afin de permettre le retrait responsable et durable de la Monusco, qui est en train de passer en même temps sa phase transitoire car certainement, l'ONU n'attend pas s'éterniser en République Démocratique du Congo, son retrait définitif est déjà imminent.

Gisèle Mbuyi